



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### APPEL D'OFFRES OUVERT

#### MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET PLATEFORMES DE L'UNIVERSITE DE CAEN AVEC TRAVAUX DE REMPLACEMENT COMPLET DE 3 ASCENSEURS (Maintenance ascenseurs)

MARCHE N° 2025950MAPS065



Normandie Université

Campus 1  
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5  
marches.publics@unicaen.fr  
www.unicaen.fr

## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte / Allotissement.....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique .....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir .....	4
1.2.2 - Description technique .....	4
1.3 - Prestations annexes .....	5
1.3.1 - Garantie des prestations .....	5
1.3.2 - Maintenance des prestations.....	5
1.4 - Variantes .....	6
Article 2 - Localisation et temporalité .....	6
2.1 - Lieux d'exécution .....	6
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	6
2.2.1 - Date de démarrage.....	6
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	6
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents .....	7
Article 3 - Dispositions générales du contrat .....	7
3.1 - Type d'accord-cadre.....	7
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires .....	7
3.2.1 - Marché complémentaire.....	7
3.2.2 - Prestations similaires .....	7
3.3 - Exclusions .....	7
3.4 - Pièces contractuelles.....	7
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité .....	8
Article 5 - Prix .....	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
5.2- Modalités d'actualisation des prix .....	8
5.3- Modalités de révision des prix .....	8
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde » .....	9
Article 7- Avance.....	9
Article 8- Modalités de règlement des comptes .....	10
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	10
8.3 - Délai global de paiement.....	11
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	11
Article 9 - Clause environnementale .....	12

Article 10 - Pénalités.....	12
10.1 - Pénalités de MAINTENANCE .....	13
10.2 - Pénalités de TRAVAUX REMPLACEMENT ASCENSEUR.....	16
10.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	17
Article 11 - Clause de réexamen.....	17
Article 12 - Circulation des pièces administratives .....	18
Article 13 - Assurances .....	18
Article 14 - Résiliation du contrat.....	18
14.1 - Conditions de résiliation.....	18
14.2 - Arrêt des prestations.....	20
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	20
Article 16 - Règlement des litiges et langues .....	20
Article 17 - Dérogations.....	21

## **Article 1 - Objet du contrat**

### **1.1 - Contexte / Allotissement**

La présente consultation concerne les prestations de maintenance des ascenseurs et des plateformes de l'Université de Caen Normandie avec travaux de remplacement complet de 3 ascenseurs.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une complexité de gestion accrue et des offres financières moins pertinentes.

Une tranche ferme : Prestations de maintenance de l'ensemble des 84 ascenseurs et plateformes de l'Université de Caen Normandie sur 4 années.

Trois tranches optionnelles qui correspondent chacune au remplacement complet d'un ascenseur (1).

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'affermir tout ou partie des tranches.

Les tranches optionnelles peuvent être affermies dans un délai de 4 ans à compter de la notification du marché.

### **1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique**

#### **1.2.1 - Définition du besoin à couvrir**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

#### **1.2.2 - Description technique**

Le Code CPV est le **50750000-7**

Le descriptif technique est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif à la maintenance et dans celui relatif aux travaux de remplacement d'ascenseurs.

Conditions d'exécution spécifique aux travaux :

Dans le cadre des travaux, un CSPS sera désigné. Le titulaire devra respecter les prescriptions de ce CSPS.

Pour chaque période de travaux, le titulaire disposera d'une période de préparation de chantier de 3 mois, **délai d'approvisionnement inclus**. Cette période est à prévoir dans le planning de travaux proposé par le titulaire et validé par l'AMO et le pouvoir adjudicateur, conformément aux stipulations aux CCTP.

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

La signalisation de chantier dans les zones de circulation des bâtiments de l'Université ciblés pour les travaux doit respecter les instructions réglementaires en la matière et assurer la sécurité et l'information des ouvriers, des usagers et des personnels de l'Université.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par les travaux.

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

La réception a lieu par ascenseur à l'achèvement des travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur fixeront d'un commun accord la date pour réaliser les opérations de réception.

## **1.3 - Prestations annexes**

### **1.3.1 - Garantie des prestations**

Pour la partie maintenance, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Pour la partie travaux, le délai de garantie est de 2 ans à compter de la réception de ceux-ci.

### **1.3.2 - Maintenance des prestations**

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

#### **1.4 - Variantes**

Pour les prestations de maintenance, l'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante. Pour présenter une variante le candidat doit obligatoirement avoir proposé une offre de base conforme aux exigences du présent DCE.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au CCTP.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

Pour les travaux de remplacement d'ascenseurs, les variantes sont interdites.

### **Article 2 - Localisation et temporalité**

#### **2.1 - Lieux d'exécution**

Lieux d'exécution : l'ensemble des sites de l'Université de Caen dont la liste est disponible ici : <https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire>

#### **2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction**

##### **2.2.1 - Date de démarrage**

Le présent marché débute le **24/01/2026** ou à sa notification si celle-ci est postérieure.

Les tranches optionnelles pourront être affermies dans le délai de 4 ans à compter de la notification du marché.

##### **2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation**

Pour la partie maintenance faisant l'objet de la tranche ferme, le marché est notifié pour une période initiale d'un an. Il peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée globale du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En l'absence de reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Pour les tranches optionnelles, elles débuteront à la notification d'affermissement et se termineront à l'issue des travaux (ou à la date de réception sans réserve)

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

### **2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents**

Sans objet

## **Article 3 - Dispositions générales du contrat**

### **3.1 - Type d'accord-cadre**

Sans objet

### **3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires**

#### **3.2.1 - Marché complémentaire**

Sans objet

#### **3.2.2 - Prestations similaires**

Au-delà de ces ajouts / suppressions d'équipements, un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires pourra être confié au titulaire du présent marché en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **3.3 - Exclusions**

Sans objet

### **3.4 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021* (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- Les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- L'offre technique et financière du candidat (dont le mémoire technique et la DPGF)

- Les DAAT
- La liste des ascenseurs
- Les plans des ascenseurs
- L'organigramme fonctionnel
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

#### **Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### **Article 5 - Prix**

##### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

##### **5.2- Modalités d'actualisation des prix**

Les prix sont fermes, et non actualisables **pour la tranche ferme.**

##### **5.3- Modalités de révision des prix**

Les prix sont révisibles **pour les tranches optionnelles.**

Pour la partie entretien maintenance : les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire révisable (à la hausse comme à la baisse) à la date anniversaire du contrat.

La révision est effectuée par l'application d'un coefficient Cn donné par la formule de variation suivante :

$$P = P_o (0.125 + 0.10 \text{ FSD2 } / \text{FSD2o} + 0.775 \text{ ICHT-IME1} / \text{ICHT-IME0})$$

Dans laquelle :

P : Montant des redevances révisées

Po : Montant des redevances au mois Mo

FSD2 : Indice des Frais et Services Divers 2 publié au mois anniversaire de remise des offres

FSD2o : Indice des Frais et Services Divers 2 publié au mois Mo



ICHT-IME1 : Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHT rev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques du mois anniversaire

ICHT-IME0 : Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHT rev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques du mois Mo figurant à l'acte d'engagement

Pour la partie travaux des tranches optionnelles (remplacement d'un ascenseur), les prix seront révisés (en hausse comme en baisse) à la date de notification de l'ordre de service par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0.25 + (0.75 \times BT48/BT48o))$$

Dans laquelle :

BT48-3 = index ascenseur connu à la date de l'affermissement de la tranche (-3mois)

BT48 o = index ascenseur du "Mois zéro" (Mo),

La mois « zéro » est le mois de remise des offres finales.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, le Moniteur.

Pour la mise en œuvre de la clause de variation des prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La périodicité de la variation suit la périodicité des acomptes.

Les factures appliquant la formule de révision du prix doivent préciser et justifier les éléments de calcul de façon à permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que les modifications appliquées sont conformes aux clauses du contrat.

Si les révisions ne sont pas appliquées sur les factures ou si les calculs sont erronés, les factures seront rejetées. Si le titulaire représente de nouveau une facture erronée, quant au calcul ou à l'absence de révision, alors le pouvoir adjudicateur se substituera au titulaire et calculera le montant de la révision en lieu et place du titulaire. Le titulaire se verra alors appliquer une pénalité.

**Les factures devront obligatoirement mentionner les numéros d'identification des ascenseurs concernés par la facturation.**

#### **Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »**

La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

#### **Article 7- Avance**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche est supérieur à 50 000 € HT et dans la

mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

**Nota :** *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

## **Article 8- Modalités de règlement des comptes**

### **8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

**POUR LA MAINTENANCE** : Les paiements seront versés trimestriellement à terme échu. La facture devra être établie, au plus tôt, le premier jour du quatrième mois du trimestre considéré et au plus tard, dans les 30 jours qui suivent le trimestre concerné. A défaut il s'expose à une pénalité de retard.

### **POUR LES TRAVAUX** :

Les factures devront être présentées à l'avancement comme suit :

- 30% du montant des travaux à la validation du planning des travaux
- 20% du montant des travaux à la livraison du matériel
- 30% du montant des travaux à la mise en service
- 20% du montant des travaux à la réception définitive ou à la levée des réserves (si présence de réserve à la réception)

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché, la tranche ;
- la date d'exécution des prestations ;
- les numéros d'identification des ascenseurs concernés par la facturation
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;

- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

**N.B : Les demandes de paiement doivent reprendre les éléments tel qu'indiqués dans la DPGF.**

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

**Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

**NB :**

*En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.*

*Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.*

*En cas de présentation d'une facture de nouveau non-conforme,*

*La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :*

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du Code de la commande publique.

### **8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants**

**En cas de cotraitance :**

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du Code de la commande publique via le portail Chorus pro.

## **Article 9 - Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## **Article 10 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités seront applicables sur simple constatation du Maître d'Ouvrage ou de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré d'une pénalité dont le montant ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

## 10.1 - Pénalités de MAINTENANCE

	Descriptif	Montant et Application
<b>DEFAUT D'ENTRETIEN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Détecteur de patinage ne remplissant pas son office</li> <li>Fixation de câbles de suspension défectueuses (absence de goupille, serre câbles, en nombre insuffisant ou montés à l'envers, etc ...)</li> <li>Fusibles shuntés par un élément non conforme à l'usage ou pour lequel il n'est pas donné de caractéristiques par un fournisseur</li> <li>Manque d'huile dans treuil ou moteur (absence d'huile sur la roue ou bague de paliers moteur)</li> <li>Plus d'un toron coupé sur l'ensemble des câbles</li> <li>Capot ou cache d'un organe non remis à sa place (organe dynamique ou de sécurité notamment)</li> <li>Organes ou pièces des ascenseurs démontés ou manquant</li> <li>Organes ou pièces cassés nécessitant une réparation ou un remplacement</li> <li>Manque de lubrification sur les mécanismes</li> <li>Absence de garde câbles sur les poulies montées en porte à faux</li> <li>Câbles de suspension trop longs : contrepoids touchant les amortisseurs sous le contrepoids.</li> <li>Manque de fiche signalétique des risques en machinerie ou sur l'intérieur de la porte de l'armoire de commande en cas d'ascenseur sans machinerie</li> <li>Service de téléalarme hors service ou mauvais fonctionnement</li> </ul>	<p>50,00 € / <b>anomalie</b> constatée.</p> <p>Les mêmes défauts observés dans un délai de deux mois après la 1<sup>ère</sup> anomalie seront sanctionnés par une nouvelle pénalité égale au double de la précédente.</p> <p>La pénalité sera ainsi doublée à chaque récursive.</p> <p><i>(Exemple : 100 € à la 2<sup>ème</sup> anomalie /200 € à la 3<sup>ème</sup> anomalie puis 400 € à la 4<sup>ème</sup> anomalie, etc ...)</i></p>
<b>RETARD D'INTERVENTION</b>	Usagers bloqués en cabine, sécurité	100 € / heure de retard
	Arrêt de l'appareil	50 € / heure de retard
	Dysfonctionnement de l'appareil	50 € / heure de retard
	Remise en service	100 € / jour calendaire de retard
	Délai Pièces de rechanges	
<b>MAUVAIS FONCTIONNEMENT</b>	<p>Le nombre toléré de pannes relevées pour un appareil donné sera au <b>maximum de 7 pour une année</b>.</p> <p>Le terme panne se comprend comme intervention pour une défaillance technique.</p> <p>Si le nombre de pannes constaté dépasse le nombre de 7, les pénalités seront calculées de la façon suivante :</p>	50 € par panne entre 8 et 10 pannes
		100 € par panne entre 10 et 15 pannes
		150 € par panne au-delà
<b>REGLE DE PASSAGE PC SECURITE</b>	En cas de manque de signalement de présence, avant toute intervention de maintenance préventive ou corrective, au PC sécurité désigné	100 € / défaut d'information
	En cas de non-signature du registre de sécurité du bâtiment concerné précisant l'objet de son intervention	

<b>RETARD OU ABSENCE DE REMISE DE RAPPORTS, PIÈCES ÉCRITES OU TOUT AUTRE DOCUMENT DEMANDE AU CCTP</b>	Remise de carnet d'entretien, Rapport d'activité <u>au minimum 1 semaine avant chaque réunion</u> , Rapports de levée des réserves, Erreurs de facturation, dans leur présentation ou leur contenu	50 € / pièce Non-respect du délai d'envoi : 100 € forfaitaire
<b>ABSENCE A UNE RÉUNION OU D'ACCOMPAGNEMENT AUX CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS TECHNIQUES ET/OU D'ACCOMPAGNEMENT DU BUREAU D'ÉTUDES</b>	Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter par une personne qualifiée pendant toute la durée du contrat Sera considéré comme absent, l'entreprise représentée par une personne incompétente ou insuffisamment informée.	50 € / absence par appareil
<b>ABSENCE D'INFORMATION DE MISE À L'ARRÊT D'UN APPAREIL</b>	Constat d'absence d'information	100 € / défaut d'information
<b>RETARD DE TRANSMISSION D'UN DEVIS DÉTAILLÉ (AVEC PHOTOS)</b>	En cas de non-respect par le titulaire de l'envoi du devis détaillé avec photos sous un délai maximal de 24 heures	100 € / jour calendaire
<b>RETARD POUR LA LEVÉE DES RÉSERVES SUITES AUX CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS</b>	Réserve non levée dans les 2 mois pour les réserves de maintenance courantes	50 € / jour calendaire et par ascenseur
	Réserve concernant la sécurité non levée dans les 4H	50 € / heure de retard
<b>NON-RESPECT DE LA FRÉQUENCE DES VISITES PÉRIODIQUES D'ENTRETIEN</b>	En cas de non-respect par le titulaire des dispositions prévues à l'article 2 de l'arrêté du 18 novembre 2004 (intervalle supérieur à six semaines entre deux visites d'entretien)	100 € / ascenseur par défaillance constatée
<b>NON-RESPECT DU PLANNING DE REPROGRAMMATION ET/OU D'INSTALLATION DES TÉLÉALARME</b>	Non-respect du planning de reprogrammation et/ou d'installation des téléalarmes et des kits GSM	50 € / appareil et par jour calendaire
<b>FAUTES GRAVES (SÉCURITÉ DES PERSONNES)</b>	Si le titulaire commet une faute grave, volontaire ou non, de nature ou de manière à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité essentiels, tels que seuils de sécurité, cellules photo-électriques, seuil, serrures de portes, parachutes, systèmes d'anti-patinage hors service dans le cas d'absence de fin de course de sécurité, etc....	Prix annuel HT du marché de maintenance de l'appareil concerné éventuellement révisé. En dehors des poursuites judiciaires et/ou de la résiliation sans préavis du marché aux torts exclusifs du titulaire

<b>NON - RESPECT DES OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES RELATIVES A L'AMIANTE OU AU PLOMB</b>	En cas de non-respect par le titulaire des dispositions réglementaires relatives à l'amiante ou au plomb Ces manquements peuvent concerner notamment la formation des personnels intervenant, l'absence de fourniture de mode opératoire, le non-respect du mode opératoire fourni, la non-fourniture des BSDA...	1 000 € à chaque manquement constaté
<b>FONCTIONNEMENT EN MODE DEGRADE</b>	L'ascenseur sera considéré comme étant à l'arrêt si le Prestataire ne parvient pas à rétablir le fonctionnement normal de l'équipement dans les délais suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 24H pour les pièces courantes</li> <li>• délais proposés par le prestataire pour les pièces importantes</li> </ul>	50 € / jour calendaire par appareil
<b>NON RESPECT DELAI PRESENTATION DES FACTURES</b>	Le titulaire doit présenter ses factures trimestrielles à terme échu dans les 30 jours qui suivent le terme	15 € / jour calendaire /facture concernée
<b>NON APPLICATION OU MAUVAISE APPLICATION DE LA REVISION DES PRIX</b>	Si le pouvoir adjudicateur a dû se substituer au titulaire pour appliquer la révision des prix sur les factures (cf article 5.3)	300 € par facture
<b>NON RESPECT DES REGLES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT SUR LES CAMPUS</b>	Sur simple constat	100 € par défaillance constatée
<b>PERTE CLE OU BADGE D'ACCES AUX IMMEUBLES MANQUANT A LA RESTITUTION</b>		150 € / badge

### **PLAFONNEMENT DES PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités, que ce soit de retard ou autres, applicables par an ne pourra excéder 25% le montant annuel de maintenance de l'ensemble des ascenseurs.

## 10.2 - Pénalités de TRAVAUX REMPLACEMENT ASCENSEUR

	Descriptif	Montant et Application
<b>ABSENCE D’AFFICHAGE PREALABLE AUX TRAVAUX</b>	En cas de constat d’absence d’affichage au moins quatre semaines avant le début des travaux	200 € à chaque manquement constaté
<b>RETARD DANS LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX</b>	En cas de retard dans le commencement des travaux, conformément au planning d’intervention validé par le Maître d’Ouvrage	100 € par jour calendaire
<b>RETARD DANS L’EXECUTION DES TRAVAUX</b>	En cas de retard dans l’exécution des travaux conformément au planning d’intervention	150 € par jour calendaire
<b>RETARD DANS LA LEVEE DES RESERVES EMISES LORS DE LA RECEPTION</b>	En cas de non-respect du délai de levée des réserves émises à la réception et fixé au CCTP	150 € par jour calendaire
<b>MATERIELS NON CONFORMES AU CCTP/MEMOIRE TECHNIQUE OU NOMBRE DE RESERVES TROP IMPORTANT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ non-respect du type de matériel décrit au mémoire technique</li> <li>▪ si + de 10 réserves à la réception des travaux</li> </ul>	200 € à chaque manquement constaté
<b>ABSENCE A UNE REUNION</b>	Le titulaire est tenu d’assister ou de se faire représenter par une personne qualifiée pendant toute la durée du contrat Sera considérée comme absente l’entreprise représentée par une personne incompétente ou insuffisamment informée.	50 € par absence
<b>INFRACTIONS AUX PRESCRIPTIONS DE CHANTIER</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ non-respect des prescriptions liées à la sécurité, à l’hygiène, à la signalisation générale du chantier</li> <li>▪ tri et gestion des déchets y compris amiante</li> <li>▪ dépôt de matériaux, gravats en dehors des zones prescrites</li> <li>▪ retard dans le nettoyage de chantier</li> <li>▪ retard dans l’évacuation des gravats hors du chantier</li> <li>▪ Interdiction de fumer à l’intérieur des locaux concernés par le chantier</li> </ul>	200 € par infraction sur simple constatation par le maître d’ouvrage et après notification écrite d’exécuter la prescription au plus tard le lendemain.
<b>NON RESPECT DES REGLES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT SUR LES CAMPUS</b>	Sur simple constat	100 € par défaillance constatée
<b>NON - RESPECT DES OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES RELATIVES A L’AMIANTE OU AU PLOMB</b>	<p>En cas de non-respect par le titulaire des dispositions réglementaires relatives à l’amiante ou au plomb</p> <p>Ces manquements peuvent concerner notamment la formation des personnels intervenant, l’absence de fourniture de mode opératoire, le non-respect du mode opératoire fourni, la non-fourniture des BSDA...</p>	1 000 € à chaque manquement constate



<b>REMISE OU DIFFUSION DE PIECES NECESSAIRES A L'EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ déclaration de sous-traitance incomplète ou tardive</li> <li>▪ retard dans la remise des situations de travaux (y compris erreurs)</li> <li>▪ retard dans la remise du DGD</li> <li>▪ retard dans la remise du DOE</li> <li>▪ et de manière générale toutes les pièces nécessaires à la bonne réalisation des travaux ...</li> </ul>	200 € à chaque manquement constate
--	---	------------------------------------

### **PLAFONNEMENT DES PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités, de retard ou autres, sont plafonnées à 25% du montant des travaux de remplacement complet de l'ascenseur inscrit à la « DPGF Travaux »

### **10.3 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 50 € / jour calendaire dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché.

En cas de sous-traitance occulte, le titulaire se verra appliquer, sans mise en demeure préalable du simple fait de la constatation du recours à un sous- traitant non déclaré ou déclaré mais non agréé, une pénalité de 1 000 € par manquement constaté.

### **Article 11 - Clause de réexamen**

Pendant l'exécution du marché, le nombre d'installations pourra être ajusté, à la hausse comme à la baisse.

Dans ce cas, l'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE établira un avenant pour chaque ajout, suppression ou modification.

Cet avenant indiquera notamment :

- La date d'entrée en vigueur de la modification,
- Le prix de base de l'entretien, **déterminé à partir de la DPGF.**

Par ailleurs, les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

## **Article 12 - Circulation des pièces administratives**

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

## **Article 13 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

.

## **Article 14 - Résiliation du contrat**

### **14.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Dans tous les cas, l'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE devra régler au titulaire, toutes les redevances dues au titre des prestations effectuées à la date d'effet de la résiliation, déduction faite d'éventuelles pénalités et dommages et intérêts.

Les factures afférentes pour solde de tout compte devront être présentées à l'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE dans un délai de 5 semaines à compter de la notification de la résiliation.

Passé ce délai, le compte fournisseur sera clôturé. Aucune facture ne pourra alors être admise.

	Descriptif	Application
<b>RESILIATION POUR FAUTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Toutes les hypothèses énumérées à l'article 41 du CCG-FCS</li> <li>En plus de ces hypothèses : <ul style="list-style-type: none"> <li>- En cas de cumul d'un minimum de 3 pénalités sur 60 jours glissants, quel que soit le type de pénalité.</li> <li>- En cas de cumul d'un minimum de 5 pénalités pour défaut d'entretien sur un même appareil,</li> <li>- En cas de non-respect d'une ou plusieurs clauses du marché,</li> <li>- En cas de désaccord sur l'évolution des prix,</li> <li>- En cas de récidive dans la malfaçon,</li> <li>- En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché</li> </ul> </li> </ul>	<p>En complément de l'article 41 du CCAG FCS, l'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE pourra résilier le Marché avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé réception, sans indemnité pour le TITULAIRE, sans préjuger de tout autre recours que l'organisme pourrait exercer en cas de manquement aux obligations contractuelles.</p> <p>La résiliation interviendra après mise en demeure assortie d'un délai de 15 jours restée sans effet.</p> <p>La mise en demeure pourra être notifiée par tout moyen permettant d'en établir la date de réception et son contenu, notamment par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception électronique.</p>
	Infraction constatée et liée à la sécurité des personnes et des biens ou actes frauduleux	Résiliation immédiate du marché sans mise en demeure préalable
	En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2143-6, R.2143-7 ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique	Résiliation du marché sans mise en demeure préalable
<b>N.B :</b> du fait d'une résiliation, le titulaire s'exposera, pendant une durée de 3 ans à compter de la résiliation, à la mise en œuvre d'une procédure d'exclusion dans le cadre de la candidature à un futur marché d'exploitation - maintenance des ascenseurs de l'Université de Caen.		
<b>RESILIATION EN L'ABSENCE DE FAUTE</b>	Si les sites concernés font l'objet d'une destruction, d'une condamnation ou d'une vente à un tiers	Le marché sera résilié de fait.
	<p>En cas de liquidation judiciaire du titulaire</p> <p>Toute modification juridique entraînant un changement de raison sociale, d'associé ou de propriétaire sauf à l'organisme d'accepter s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers ou les créanciers ou les autres successeurs pour la continuation du titulaire</p>	Le marché sera résilié de plein droit.
Aucune indemnité ne sera versée au titre de ces résiliations		

## **14.2 - Arrêt des prestations**

Conformément au chapitre 7 du CCAG FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

### **Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **Article 16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 17 - Dérogations**

L'article 3.4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

L'article 14.2 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS